

Fin de la CDD 17

New York, le 16 mai 2009

Processus officiel de négociation : adoption de textes de résolution



L'assemblée de la CDD

Dans sa séance plénière, la 17^{ème} Commission du Développement Durable de l'ONU a adopté, le vendredi 15 mai à 20h15, à New-York, un texte de 54 pages présentant les politiques et mesures pratiques à mettre en œuvre dans les domaines de l'agriculture, du développement rural, des sols, de la sécheresse, de la désertification et de l'Afrique. Y sera annexé un texte de synthèse de 5 pages préparé par la Présidente, ainsi qu'un autre texte spécialement rédigé pour les petites îles, qui vont connaître des problèmes particuliers liés aux changements climatiques.

Le texte principal, diffusé dès 17h, comportait à cette heure là de très nombreux paragraphes non encore validés par toutes les délégations. Il aura donc fallu jusqu'au bout un travail intense de persuasion de la part du Bureau et de la Présidente, dont le leadership a été souligné par les délégations. Même si certaines d'entre elles ont exprimé quelques regrets sur la forme (le texte n'a été diffusé qu'en anglais, et sans que les traducteurs soient encore en place, à 20h – ont rappelé la Russie et la France) ou sur le fond (absence de référence à la multifonctionnalité de l'agriculture pour la Suisse, qui s'est félicitée par contre de la reconnaissance des services écologiques qu'elle fournit, absence de citation des droits fondamentaux des travailleurs, de l'interdiction du travail des enfants pour les groupes des syndicats ou des jeunes).



Madame Pappalardo, représentante de la délégation française

La séance s'est ensuite poursuivie pour élire le Bureau de la 18^{ème} Commission, qui traitera, en particulier, le sujet de la Production et Consommation Durable. Les débats sont déjà engagés : une participante membre d'ONG signalait que, lors d'un atelier de travail, le représentant américain souhaitait encourager les modes de production et consommation durable, mais s'opposait à condamner les modes non durables. Mais, avant cette échéance, se déroulera en décembre la négociation de Copenhague sur les suites du protocole de Kyoto : une échéance déterminante, largement évoquée lors de cette Commission, et pour laquelle les enjeux – financiers vis-à-vis des pays du Sud en particulier- vont être déterminants.

Les évènements en parallèle :

Le déroulement des négociations officielles a fait l'objet d'un suivi attentif par les autres participants, membres des groupes majeurs, parfois associés à la délégation (c'était le cas des deux membres de 4D). Le processus de suivi est assez efficace :

- Réunion des groupes majeurs chaque matin avant l'ouverture officielle des travaux, qui désignent des personnes pour aller écouter les interventions de chaque groupe ou sous-groupe, et rendre compte le lendemain de leurs observations.
- Réunion de chaque groupe majeur chaque jour – pour les ONG, c'était chaque soir de 18h à 20h- pour partager les analyses. Les participants reçoivent régulièrement par Email les drafts de négociation au fur et à mesure qu'ils évoluent. Et deux journaux sont diffusés chaque jour, rendant compte de l'avancement des travaux : l'un, Earth Negotiations Bulletin, édité par IISD, donne un résumé des prises de paroles, et l'autre, Outreach Issue, préparé par Sustainable Development Issues Network, et Stakeholder Forum International, donne les points de vue des membres des groupes majeurs.



La représentante de « indigenous people », présidente de la réunion de coordination des groupes majeurs

Les side events se sont bien sûr poursuivis en cette fin de semaine :

- Mercredi 13 mai, la mission brésilienne des Nations Unies, appuyée par l'Afrique du Sud, dressait un bilan rapide des deux derniers sommets de la Terre (Rio en 1992, Johannesburg en 2002), et engageait le débat pour l'organisation d'un nouveau grand sommet en 2012. Un consensus semblait se dégager parmi les participants, pour reconnaître l'intérêt que pourrait avoir une Conférence de haut niveau, réaffirmant la nécessité pour l'humanité de refonder les principes et les modalités de mise en œuvre des politiques, dans un esprit de durabilité, face à la convergence des crises. Plusieurs ont souligné la nécessité que soit rapidement connu le processus de préparation, phase essentielle de réussite, si cet événement est organisé - il ne reste que 3 années, c'est peu. Un tel processus ne devrait pas pénaliser le déroulement des prochaines sessions de la CDD, et l'évaluation globale programmée en 2016 et 2017.
- Le 13 en soirée, le Ministère danois des Affaires étrangères présentait l'initiative de son gouvernement pour favoriser le dialogue sur les adaptations au changement climatique, pour la gestion des sols et de l'eau. En vue de la préparation de la Conférence de Copenhague, en décembre 2009, plusieurs conférences ont été organisées en Asie et Afrique en ce début d'année, destinées à favoriser les échanges entre représentants de gouvernement et l'ensemble des parties-prenantes des pays de ces deux continents.

- Jeudi 14, le Ministère norvégien des Affaires étrangères organisait un side event sur la sécurité alimentaire pour les villes, et les modalités de renforcement des liens entre consommateurs urbains, et producteurs agricoles des zones alentour.
- Vendredi 15 matin, une initiative équatorienne visait à présenter les initiatives de plusieurs ONG, appuyées par l'UICN, la Banque Mondiale, pour favoriser le processus de REDD (Réduction des Emissions liées à la Destruction ou Dégradation des forêts).

Un bilan synthétique de la CDD 17, s'appuyant sur celui que fera les ONG, sera proposé dans quelques jours.

Pour en savoir plus sur le CR officiel :
http://www.un.org/esa/dsd/csd/csd_csd17.shtml
Et sur le CR des ONG : <http://sdin-ngo.net/L>

Christian Bourdel et Joseph Racapé, 4D